

Unité Interdépartementale 25-70-90
5 Voie Gisèle Halimi
BP 31269
25000 Besançon

Besançon, le 07/05/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/02/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SUEZ RV CENTRE EST

18 Rue Félix Mangini Universaone
69009 Lyon

Références : UID257090/SPR/AB/2026-0403A
Code AIOT : 0012700096

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/02/2026 dans l'établissement SUEZ RV CENTRE EST implanté Rue Arthur Krebs Parc d'activités Vesoul Technologia 70000 Vesoul. L'inspection a été annoncée le 26/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection objet du présent rapport s'inscrit dans un double cadre :

- le contrôle des actions réalisées par l'exploitant à la suite des non-conformités constatées lors de la précédente visite d'inspection,
- l'action nationale ayant pour thème l'accidentologie liée aux activités de tri, transit, regroupement de déchets.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SUEZ RV CENTRE EST
- Rue Arthur Krebs Parc d'activités Vesoul Technologia 70000 Vesoul
- Code AIOT : 0012700096
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SUEZ RV CENTRE EST est autorisée par l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 1832 du 26 juillet 2005 modifié. Le site de Vesoul comporte un centre de transfert des déchets ménagers qui accueille notamment les déchets provenant de la communauté d'agglomération de Vesoul et une installation de tri pour les bennes mobilier (filière Ecomaison) pour lesquelles sont triés les matériaux constitués par les bois, plastiques, ferrailles, matelas et parties rembourrées. Un service de collecte est assuré auprès des professionnels (DIB, plastiques, bio déchets).

Thèmes de l'inspection :

- AN26 Accidentologie TTR

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Bassin de confinement	Arrêté Préfectoral du 26/07/2005, article 15.5	Demande d'action corrective	3 mois
3	Qualité des effluents rejetés	Arrêté Préfectoral du 26/07/2005, article 18.1	Demande d'action corrective	3 mois
4	Comportement au feu des bâtiments	Arrêté Préfectoral du 26/07/2005, article 27.1	Demande d'action corrective	3 mois
5	Entreposage des déchets	Arrêté Préfectoral du 26/07/2005, article 24	Demande d'action corrective	3 mois
6	Détection et surveillance	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9. II	Demande d'action corrective	3 mois
7	Rondes	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9. III	Demande d'action corrective	1 mois
10	Ilottage	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9	Demande d'action corrective	3 mois
13	Petits îlots	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article définitions et 2.10	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Conditions de rejet	Arrêté Préfectoral du 26/07/2005, article 17.1	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
8	Présence du plan de défense contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10-1 I.	Sans objet
9	Maîtrise des sinistres	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10.1 II	Sans objet
11	Traçabilité	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 IV	Sans objet
12	Stockage des batteries	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 6 VI	Sans objet
14	Organisation liée au REX	Code de l'environnement du 01/01/2026, article R. 512-69	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La précédente visite d'inspection avait mis en évidence des non-conformités, dont notamment le fonctionnement du réseau des effluents, le confinement des eaux d'extinction incendie, ou encore les dispositions constructives du bâtiment « écomobilier » ou « chapiteau ».

Compte tenu de la complexité du dossier, des actions déjà réalisées et des conséquences induites par l'évolution des arrêtés ministériels de prescription générales applicables aux installations de tri transit regroupement de déchets soumises à enregistrement, un délai supplémentaire de 3 mois est accordé à l'exploitant pour la transmission d'un porter à connaissance (PAC).

Ce PAC concernera entre autres :

- la gestion du réseau d'eaux de ruissellement avec un plan d'action pour le bassin de régulation / confinement ;
- la gestion du dispositif de confinement des eaux incendies pour l'ensemble du site ;
- la mise en conformité du bâtiment « écomaison » ;
- l'entreposage des déchets dans le respect des nouvelles règles d'ilotage ;
- l'évolution des conditions d'exploitations ;
- la mise en place d'un dispositif d'alarme.

Le contrôle des dispositions visant à prévenir le risque d'accidents a mis en évidence :

- l'absence d'un dispositif d'alarme déclenché par le système de détection ;
- la nécessité de mettre en place des rondes dans le respect des nouvelles prescriptions de l'arrêté ministériel du 06/06/2018 ;
- le non-respect de la distance d'éloignement de l'ilot extérieur vis-à-vis des bâtiments.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conditions de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/07/2005, article 17.1

<p>Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution de l'eau</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Caractéristiques des points de rejet</p> <p>Seuls sont autorisés les points de rejet suivants :</p> <p>Point de rejet n°1 Nature des effluents : eaux pluviales non polluées (eaux de toiture) et eaux pluviales susceptibles d'être polluées transitant par un débourbeur-déshuileur Lieu du rejet : Réseau eaux pluviales de la ZAC Vesoul Technologia</p> <p>Point de rejet n°2 Nature des effluents : eaux de lavage des camions transitant par un débourbeur-déshuileur Lieu du rejet : Réseau eaux usées de la ZAC Vesoul Technologia</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Constat inspection du 13 mai 2025</u> <i>« Il est demandé à l'exploitant de vérifier que les eaux de ruissellement des zones parc à bennes et tri sont bien rejetées dans le réseau EP de la ZAC Vesoul Technologia et de faire un retour à l'inspection. Le plan des réseaux devra être mis à jour et complété avec les éléments suivants: réseaux EP complet, réseau EU, alimentation en eau, points de rejets, ouvrages de toutes sortes (vannes, compteur, traitement, point de rejet ...) »</i></p> <p><u>Réponse exploitant du 12 août 2025</u> <i>« La mise à jour du plan des réseaux a été confiée à la société ADRE RÉSEAUX. Vous trouverez en pièce jointe (PJ N°1), le bon de commande correspondant à cette prestation. L'intervention de détection est en cours de réalisation (semaine 33). Le plan actualisé sera intégré au porter à connaissance prévu aux constats suivants.</i> <i>Par ailleurs, une inspection télévisée des canalisations est prévue au cours de la semaine 36, afin de vérifier le raccordement des eaux pluviales issues de la zone parc à bennes et tri au réseau EP du parc d'activité, et d'en profiter pour procéder à un curage des canalisations. Le bon de commande est disponible en pièce jointe (P) N°2). »</i></p> <p>Le plan mis à jour le 14/08/2025 par la société ADRE RESEAUX a été présenté le jour de la visite. Une version numérique a été transmise post inspection.</p> <p>Remarque : l'ensemble des réseaux sont représentés dans ce plan (eaux usées, eaux pluviales, adduction eau potable, éclairage, haute et basse tension, gaz, ...) rendant sa lecture difficile notamment en format papier. Il serait utile d'avoir une version limitée aux réseaux aqueux.</p> <p>Une inspection télévisée a été réalisée le 02/09/2025 par la société Hydroscan et apporte à un éclairage nouveau sur la fonction du bassin. Ce point est développé dans le constat suivant.</p>

N° 2 : Bassin de confinement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/07/2005, article 15.5

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention de la pollution de l'eau

Prescription contrôlée :

L'établissement doit être pourvu d'un bassin de confinement ou de tout autre dispositif équivalent capable de recueillir l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction. La capacité de confinement de ce dispositif doit être au minimum de :

- 160 m³ pour le bâtiment abritant l'activité du quai de transfert de déchets,
 - 200 m³ pour le bâtiment abritant l'activité du centre de tri,
- soit au total un volume de 360 m³ en permanence pour les deux bâtiments.

Cette capacité peut être externe à l'établissement sous réserve d'une convention liant l'exploitant au propriétaire, prévoyant de façon explicite la disponibilité permanente des volumes ci-dessus définis.

Constats :

Constat inspection du 13 mai 2025

« [...] La visite terrain a permis de constater l'aménagement de la cour côté ouest bordant le centre de transfert en forme de cuvette mais n'a pas permis de déterminer le volume de rétention offert par la cour (pas de bordure délimitant la zone de rétention). Questionné sur ce point, l'exploitant a indiqué que les fosses de réceptions des déchets permettent également de retenir les eaux d'extinction [...]

Les eaux de ruissellement sur la partie est du site qui correspond au centre de tri (« chapiteau eco maison ») et à l'aire de stationnement des camions sont collectées puis traitées par un séparateur hydrocarbures et doivent en théorie être rejetées dans le réseau EP de la ZAC (voir constat précédent). Il n'y a pas de dispositif d'obturation permettant leur confinement ni de dispositif de rétention. C'est une non-conformité majeure

Il est demandé à l'exploitant de transmettre dans un délai de 2 mois un plan d'action pour se mettre en capacité de recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie. Ce plan d'action sera accompagné des justificatifs des besoins en eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie et du dimensionnement de la capacité de rétention pour l'ensemble du site. (formulaires D9 et D9A) »

Réponse exploitant du 12 août 2025

« Dans le cadre du porter à connaissance prévu pour la régularisation de l'activité ECOMAISON et des modifications survenues depuis, nous envisageons d'y adjoindre un projet de modification des conditions d'exploitation de l'installation. Ce dossier permettra de fournir tous les éléments d'appréciation en application de l'article R181-46 du Code de l'Environnement. Il est notamment prévu, à cette occasion de mettre jour, en application des guides pratiques D9 et D9a, l'évaluation des besoins en eau ainsi que le volume nécessaire pour contenir les eaux d'extinction en cas d'incendie. La capacité de rétention correspondante fera ensuite l'objet d'une réévaluation. Ce porter à connaissance vous sera adressé prochainement. »

Le PAC attendu, n'a à ce jour pas été transmis. Il est en cours d'élaboration. L'exploitant a transmis les calculs D9 et D9a mettant à jour les besoins en capacité d'approvisionnement eau et en rétention d'eau d'extinction incendie en ce qui concerne la zone Est du site (chapiteau ECOMOBILIER + Zone de tri) : 60 m³/h pendant 2 h pour le débit nécessaire et 170 m³ pour le volume total de liquide à mettre en rétention.

L'exploitant envisage d'utiliser le bassin présent sur le site pour la rétention des eaux d'extinction incendie.

En effet, les documents transmis par l'exploitant à l'issue de l'inspection du 13 mai 2025, indiquaient la réalisation, pour tenir compte de la nature marneuse du sol, d'un bassin d'agrément alimenté par les eaux de ruissellement des espaces verts collectées par des fossés et dont le trop plein est raccordé au réseau EP.

A la lumière de l'inspection télévisée réalisée le 02/09/2025, il apparaît que le réseau de collecte des eaux pluviales issues de la zone parc à bennes et tri est raccordé à ce bassin qui aurait un rôle de régulation. Selon le rapport d'intervention de la société Hydroscan, plusieurs anomalies ont été constatées :

- plusieurs grilles avaloirs étaient en charge et ne permettaient pas à l'eau de s'évacuer ;
- l'accès au tampon du bac à hydrocarbures a nécessité un défrichage ;
- le réseau a dû être nettoyé en raison de son encrassement par un limon épais ;
- l'entrée du séparateur entièrement saturée de sable qui interdisait l'entrée par l'eau qui de ce fait passait directement par-dessus la paroi et rejoignait le by-pass pour être évacuée directement dans le bassin ;
- la sortie du séparateur également ensevelie sous de la terre, empêchant son déversement directement dans le bassin. Le réseau a été nettoyé et le fonctionnement du séparateur hydrocarbures a été rétabli ;
- un curage du bassin est nécessaire en raison du niveau important de limon qui gêne l'évacuation de l'eau ;
- l'étanchéité du réseau à revoir (scelllements des regards et des tuyaux)
- l'encombrement de la grille d'évacuation du bassin par des ronces et la présence de racines dans le réseau en aval du bassin ;

Le rapport de la société Hydroscan confirme que les eaux sont bien rejetées dans le réseau EP de la ZAC.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Le porteur à connaissance devra décrire le fonctionnement du réseau et intégrer un plan d'action détaillant les opérations et leurs délais de réalisation pour se mettre en capacité de confiner les eaux d'extinction au sein du bassin :

- dimensionnement et aménagement
- curage du bassin et imperméabilisation
- dispositif d'isolement
- gestion du bassin qui a une fonction normale de réservoir tampon et une fonction de confinement : dispositif d'évacuation pour garantir en permanence un volume libre d'au minimum 170 m³

-

Pour rappel, le porter à connaissance devra également justifier du volume de rétention offert par la cour côté ouest en forme de cuvette qui borde le centre de transfert et par les fosses en prenant en compte leur taux d'occupation maximal par des déchets.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Qualité des effluents rejetés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/07/2005, article 18.1

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution de l'eau

Prescription contrôlée :

Les rejets du site doivent respecter au moins les valeurs limites et caractéristiques suivantes :

Rejet n° 1 (eaux pluviales)

Température <30°C

Ph Compris entre 5,5 et 8,5

Couleur Modification de la coloration du milieu récepteur inférieure à 100 mgPt/l

MEST <35 mg/l

HC totaux < 10 mg/l

Rejet n° 2 (eaux usées)

Température <30°C

PH Compris entre 5,5 et 8,5

MEST < 600 mg/l

DBO5 < 800 mg/l

DCO < 2 000 mg/l

Azote global (exprimé en N) < 150 mg/l

Phosphore total (exprimé en P) <50 mg/l

HC totaux < 10 mg/l

Constats :

Constat inspection du 13 mai 2025

« [...] Point de rejet n°1 (eaux pluviales), identifié « SCE-VESOUL-EP » dans le rapport d'analyse. 2023 (prélèvement du 22/12/2023) / 2024 (prélèvement du 27/03/2024)

T° - / 7,9

PH 7,5 / 7,5

MEST : 40 / 290

HC totaux : 1,1 / 2,3

Point de rejet n°2 (aire de lavage), identifié « SCE-VESOUL-LAV » dans le rapport d'analyse. 2023 (prélèvement du 22/12/2023) / 2024 (prélèvement du 27/03/2024)

T° - / 8,4
PH 7,5 / 7,6
MEST : 195 / 197
DBO5 : 6 / 20
DCO : 30 / 49
Azote global : 1,45 / 1
Phosphore total : 0,24 / < 0,05
HC totaux : 2,2 / 0,4

Les résultats des analyses au point de rejet n°1 (eaux pluviales) présentent des dépassements importants pour le paramètre matières en suspension. Questionné sur ce point, l'exploitant n'a pas été en mesure d'expliquer les causes du dépassement constaté et il n'a pas envisagé ou mis en oeuvre des actions correctives. C'est une non-conformité. Selon les coordonnées GPS figurant dans les rapports d'analyse, les points de prélèvement ne paraissent pas être positionnés au niveau des points de rejet dans le réseau public. Ces points devront être matérialisés sur le plan des réseaux qui doit être mis à jour.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Une campagne d'analyse est prévue au mois de juin. Les résultats seront transmis à l'inspection dès réception. Les éventuels dépassements seront commentés et devront faire l'objet de proposition d'actions correctives. Les points de prélèvements seront signalés sur le plan des réseaux qui doit être mis à jour. »

Réponse exploitant du 12 août 2025

« L'intervention pour cette campagne était en effet prévue au mois de juin. Toutefois, le prélèvement des eaux au niveau du rejet n°1 (eaux pluviales) étant conditionné par des épisodes pluvieux, les conditions météorologiques n'ont pas permis sa réalisation. Nous avons relancé le laboratoire afin de convenir d'une nouvelle date d'intervention. Veuillez trouver en pièce jointe (PJ N°3) nos échanges avec ce dernier. Les résultats d'analyses vous seront transmis dès leur réception, une fois le prélèvement effectué.. »

Selon le rapport d'analyse correspondant aux échantillons prélevés le 24/09/2025, les valeurs mesurées pour le paramètre matières en suspension ont nettement diminué mais demeurent non-conformes. Le désensablement d'une partie du réseau et le rétablissement du fonctionnement du séparateur hydrocarbures ont probablement contribué à ce résultat.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant a indiqué que la prochaine mesure est prévue pour le premier trimestre. Le rapport d'analyse devra être transmis à l'inspection dès sa réception. En cas de nouveau dépassement, l'exploitant devra en rechercher les causes et mener des actions correctives dans les meilleurs délais. (pour rappel le rapport établi à la suite de l'inspection mentionne entre-autre la présence de racines dans le réseau en aval du bassin)

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

N° 4 : Comportement au feu des bâtiments

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/07/2005, article 27.1

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques

Prescription contrôlée :

Les locaux abritant des installations classées doivent présenter les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :

- ossature (ossature verticale et charpente de toiture) de classe R 30 (stable au feu de degré 1/2 heure) si la hauteur sous pied de ferme n'excède pas 8 mètres et de classe R 60 (stable au feu de degré une heure) si cette hauteur est supérieure ou bien s'il existe un plancher ou une mezzanine ;
- planchers hauts ou mezzanine REI 60 (coupe-feu de degré une heure) ;
- murs extérieurs et portes RE 30 (pare-flamme de degré 1/2 heure), les portes étant munies d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique. Ces caractéristiques seront RE 120 (pare-flamme de degré 2 heures) pour les murs, distants de moins de 10 mètres, et séparant les installations des constructions extérieures au site et locaux internes abritant du personnel de bureau non directement lié à l'exploitation des installations. Il doit alors dépasser d'au moins 1 mètre en toiture et de 0,5 mètre latéralement. Les portes de ces murs sont REI 60 (coupe-feu 1 heure) ;
- couverture sèche constituée exclusivement en matériaux de classe A2 s1 d0 (M0) ou couverture constituée d'un support de couverture en matériaux de classe A2 s1 d0 (M0), et d'un isolant et d'une étanchéité en matériaux de classe C s1 d0 (M2 non gouttant), à l'exception de la surface dédiée à l'éclairage zénithal et aux dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion. La couverture ne comporte pas d'exutoires, d'ouvertures ou d'éléments constitutifs de l'éclairage zénithal sur une largeur de 4 mètres de part et d'autre de tous murs REI (coupe-feu) ;
- les locaux doivent être équipés en partie haute d'exutoires de fumée, gaz de combustion et de chaleur dégagés en cas d'incendie (lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre dispositif équivalent). Ces dispositifs doivent être à commande automatique et manuelle et leur surface ne doit pas être inférieure à 2 % de la surface géométrique de la couverture. Ces dispositifs sont isolés sur 1 mètre du reste de la structure par une surface réalisée en matériaux de classe A2 s1 d0 (M0). Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Le système de désenfumage doit être adapté aux risques particuliers de l'installation.

Constats :

Constat inspection du 13 mai 2025

« Le chapiteau « éco maison » d'une surface de 525 m² est constitué d'un bardage simple peau, classement au feu M0 et de poteaux en aluminium. La couverture est constituée d'une membrane PVC. Le bâtiment dispose d'une hauteur de 10,6 mètres au faitage et de 8 mètres en latérale. Il a été installé dans le courant des années 2014 - 2015. Il a fait l'objet d'un permis de construire déposé le 20 mai 2014. Il est dédié au tri des bennes de mobiliers. (activité classée en enregistrement sous la rubrique 2714).

Ce bâtiment abrite une installation classée, et doit de ce fait respecter les dispositions constructives prévues dans l'APA :

- ossature de classe R60*
- murs extérieurs RE 30 au minimum*
- couverture incombustible (de classe A2 s1 d0 (M0))*

Selon les documents techniques datant du 25 mars 2014 présentés par l'exploitant, la couverture est constituée d'une membrane simple peau en polyester enduite de PVC et de classement au feu M2 alors que l'APA prescrit une couverture incombustible. C'est une non-conformité majeure.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de transmettre dans un délai de 2 mois un plan d'action (et/ou porter à connaissance avec tous les éléments d'appréciation) pour se mettre en capacité de respecter les dispositions constructives prescrites dans l'article 27.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation (notamment la résistance au feu de l'ossature, le comportement au feu de la couverture et le dispositif de désenfumage) »

Réponse exploitant du 12 août 2025

« Comme mentionné dans le constat, le chapiteau ECOMAISON a été construit entre 2014 et 2015, conformément aux dispositions constructives initiales. Ce bâtiment a ensuite fait l'objet de divers aménagements, dont le plus récent date de 2024, entraînant une évolution de ces dispositions. Nous avons sollicité auprès de l'entreprise chargée des travaux la transmission des justificatifs techniques relatifs aux dispositions constructives mises en œuvre. Ces éléments seront tenus à votre disposition. Par ailleurs, dans le cadre du dossier mentionné précédemment, des aménagements pourraient être envisagés afin de se conformer aux dispositions de l'article 27.1 et/ou une demande d'adaptation pourrait être formulée, en fonction du projet de modification retenu. »

Ce point est prévu d'être intégré dans le porter à connaissance qui est en cours d'élaboration, comme évoqué dans les constats précédents. Il devra être transmis dans un délai de 3 mois et comportera tous les éléments d'appréciation : justificatifs de dispositions constructives, éventuelles demandes d'aménagements et scénarios.

Au cours de la visite, l'exploitant a déclaré que le fait que la couverture soit combustible serait susceptible de permettre une meilleure maîtrise d'un incendie au sein du chapiteau ECOMAISON. L'inflammation du toit agirait comme un dispositif d'évacuation de la chaleur et des fumées. Ces déclarations sont à justifier. Le scénario envisagé devra prendre en compte les émanations toxiques issues de la combustion de la membrane PVC de 500 m² sans oublier la gestion de la propagation de l'incendie via la dispersion des particules enflammées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmettra un porter à connaissance dans un délai de 3 mois et qui comportera tous les éléments d'appréciation : justificatifs de dispositions constructives, éventuelles demandes d'aménagements et scénarios.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Entreposage des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/07/2005, article 24
Thème(s) : Risques chroniques, Aménagements et conditions d'exploitation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les aires d'apport, de stockage et d'enlèvement des déchets doivent être étanches. Ces aires doivent être maintenues dans un parfait état de propreté afin d'éviter une pollution des eaux et la création de mauvaises odeurs. À cet effet, il y a lieu :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'effectuer un nettoyage quotidien (balayage, grattage) du matériel, des locaux, des aires d'apport, de stockage et d'enlèvement des déchets, et des aires de circulation, - de récupérer immédiatement et systématiquement tout déchet dispersé. <p>Les camions-bennes d'apport des déchets doivent être exclusivement vidés à l'intérieur des bâtiments dans les conteneurs de réception dès leur entrée sur le site. Tout dépôt en dehors des conteneurs est interdit. Les matériels de manutention seront régulièrement entretenus et un contrat d'entretien prévoyant le dépannage dans la journée de ces matériels sera signé, lorsque l'exploitant n'aura pas les moyens sur place d'effectuer la réparation.</p> <p>Les fosses de réception des ordures ménagères seront construites en matériaux très robustes, susceptibles de résister aux chocs. Les surfaces en contact avec les résidus doivent pouvoir résister à l'abrasion et être suffisamment lisses pour éviter l'accrochage des matières.</p> <p>Le site doit être mis en état de dératisation permanente. Il sera désinfecté en tant que de besoin. On luttera contre les insectes par un traitement approprié. Les factures de produits raticides ou le contrat passé avec une entreprise spécialisée en dératisation seront maintenues à la disposition de l'inspection des installations classées pendant une durée d'un an.</p> <p>Les installations ne sont pas autorisées à fonctionner en dehors de la période : 6h30 - 19h30, ainsi que les samedis (sauf exception), dimanches et jours fériés.</p> <p>Constats :</p> <p><u>Constat inspection du 13 mai 2025</u></p> <p>« L'article 24 de l'APA dispose que les déchets sont vidés à l'intérieur des bâtiments dans les conteneurs de réception et que tout dépôt en dehors des conteneurs est interdit. Or, une zone de stockage extérieure a été aménagée entre le Chapiteau et le bâtiment administratif. Elle est composée d'une zone tri (4 bennes de 30 m³) et d'une aire d'entreposage de bois (volume 180 m³) située à une distance de 3 mètres environ du bâtiment administratif. Les conditions d'exploitation ne sont pas conformes à l'APA.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre dans un délai de 2 mois un plan d'action (et/ou porter à connaissance avec tous les éléments d'appréciation) pour se mettre en capacité de se conformer</p>

aux conditions d'exploitations prescrites dans l'APA, notamment vis à vis de l'entreposage de déchets de bois à l'extérieur des bâtiments.»

Réponse exploitant du 12 août 2025

« Dans le dossier de modification des conditions d'exploitation précédemment cité, une demande portant sur la modification de l'article 24 de l'arrêté préfectoral du 26 juillet 2005 sera incluse. »

Les modifications apportées aux conditions d'exploitation feront l'objet d'une demande de révision des prescriptions de l'article 24 de l'arrêté préfectoral du 26 juillet 2005 via le porter à connaissance en cours d'élaboration par l'exploitant.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Détection et surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9. II

Thème(s) : Actions nationales 2026, lutte contre l'incendie dans le secteur des déchets

Prescription contrôlée :

Les zones susceptibles de contenir des déchets combustibles ou inflammables sont équipées d'une détection automatique de départ d'incendie et d'une transmission automatique des alertes à une personne interne ou externe désignée par l'exploitant et formée en vue de déclencher les opérations nécessaires. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du périmètre concerné et permet d'assurer l'alerte précoce de tout ou partie des personnes présentes sur le site. Lorsqu'il existe un dispositif d'extinction automatique pour la zone considérée, celui-ci peut être utilisé pour la détection sur cette zone, si le dispositif d'extinction automatique est conçu pour cela.

Lorsque personne n'est présent sur le site, l'alerte est retransmise automatiquement à une personne formée et désignée par l'exploitant, pouvant appartenir à une entreprise de télésurveillance. Cette personne dispose des moyens lui permettant de visualiser à distance les différentes zones pour confirmer le départ d'incendie, et d'alerter dans les meilleurs délais l'exploitant et les services d'incendie et de secours.

En cas d'impossibilité technique pour visualiser à distance les différentes zones, une personne arrive au sein de l'installation dans un délai maximal de 15 minutes suivant le début de l'alerte afin d'effectuer une levée de doute et ainsi alerter immédiatement l'exploitant et les services d'incendie et de secours en cas de départ de feu avéré.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas « aux » petits îlots.

L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux règles en vigueur. Ces vérifications font l'objet d'un rapport annuel de contrôle.

Constats :

L'objectif du point de contrôle est de vérifier la présence d'un dispositif de détection automatique de départ de feu pour toutes les zones contenant des déchets inflammables ou combustibles.

Il existe des exemptions à cette prescription : déchets entreposés dans des petits îlots, dans une zone tampon du processus de tri, ou dans une zone de réception des déchets. La détection rapide d'un feu et la mise en place de mesures de lutte contre l'incendie permettent de circonscrire rapidement le feu afin d'éviter la destruction complète du centre de tri.

Le stockage des déchets sur le site est organisé de la manière suivante :

-> un bâtiment dédié au transfert des déchets d'une surface totale de 645,84 m² (d'après le PDI page 5). Le bâtiment « transfert » dispose de 6 fosses qui accueillent les déchets suivants :

1 : Plastique écomaison (Vmax :180m³)

2 : Cartons (Vmax :180m³)

3 : Tri CS (Vmax :180m³)

4 : Ordures Ménagères (Vmax :180m³)

5 + 6 : DIB (Vmax :360m³)

D'après le plan de récolement daté du 21/11/2007, les fosses ont une surface unitaire de 44 m² environ, soit une surface totale de stockage de 264 m² environ.

-> une zone extérieure de tri < 500 m²

quantité max : Cartons 30 m³, Bois 30 m³, Refus de tri 30 m³, Benne provisoire : plastique ou ferraille 30 m³

-> une zone extérieure Bois < 500 m²

quantité max 180 m³

→ « chapiteau » d'une surface extérieure de 525 m² et d'une surface intérieure inférieure à 500 m² (en raison du doublage des murs intérieurs)

quantité max : Plastique 30 m³, Bois 30 m³, Rembourrés 180 m³, Matelas 135 m³

Le site dispose d'une détection incendie (capteurs triple infrarouge) couplée à un système de télésurveillance (LUXANT). Les zones couvertes par la détection incendie sont les fosses du bâtiment transfert, la zone de zone tri ainsi que la zone bois. Le chapiteau ECOMAISON est équipé de caméras thermiques reliées à la télésurveillance mais non intégrées dans le système de détection incendie du site.

En période de fermeture, toutes les zones sont visualisables à distance pour confirmer le départ d'incendie.

La détection incendie n'actionne pas une alarme perceptible en tout point du périmètre concerné lorsque le site est ouvert, c'est une non-conformité.

Le système de télésurveillance et les caméras thermiques font l'objet d'un contrat de maintenance et d'entretien avec la société SES. La dernière intervention est datée du 02/09/2025.

Le reste de l'installation (centrale de détection et capteur triple infra rouge) récemment installé n'a pas encore été réceptionné par l'exploitant en raison du déclenchement intempestif des capteurs triple pour les zones d'entreposage extérieur qu'il reste à solutionner (vraisemblablement à cause de la chaleur dégagée par l'engin servant à manipuler les déchets).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit proposer un plan d'action pour la mise en place d'un dispositif automatique d'alarme perceptible en tout point du site. Il sera déclenché par la détection incendie via les différents dispositifs de détection installés (capteurs triple infra rouge et caméras thermiques).

Le rapport de réception du nouveau système de détection sera transmis à l'inspection.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Rondes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9. III

Thème(s) : Risques accidentels, lutte contre l'incendie dans le secteur des déchets

Prescription contrôlée :

I. - L'exploitant organise des rondes dans les zones contenant des déchets combustibles ou inflammables afin de détecter au plus tôt un départ d'incendie ou un échauffement anormal selon les modalités suivantes :

a) Lorsque personne n'est présent sur le site après sa fermeture, l'exploitant organise une ronde dans l'ensemble de ces zones à la fermeture du site et deux heures après le dernier arrivage de déchets sur le site ;

b) Lorsque l'exploitant organise une présence permanente sur le site, il s'assure que des rondes régulières sont effectuées dans l'ensemble des zones en dehors des périodes où des tris et traitements sont effectués.

II. - L'exploitant détermine les consignes concernant :

- la fréquence et les conditions de réalisation des rondes ;

- le parcours des rondes et les points d'observation ;

- la formation du personnel concerné ;

- le matériel adapté à la détection précoce d'incendie avec lequel les rondes sont effectuées et sa maintenance lorsqu'il n'y a pas de système de détection fixe ;

- les actions à entreprendre selon des critères définis préalablement et visant à éviter tout départ de feu ou à en limiter les conséquences au minimum.

Constats :

L'exploitant indique qu'un état visuel des stocks est réalisé en fin de poste par les opérateurs concernés et qu'un départ d'incendie peut être repéré à ce moment.

Cette organisation ne répond pas aux exigences de la prescription de l'article 9 de l'arrêté ministériel du 06/06/2018 qui impose à l'exploitant d'organiser une ronde dans l'ensemble des zones contenant des déchets combustibles ou inflammables à la fermeture du site et 2 heures après le dernier arrivage de déchets.

Outre la détection automatique, les rondes permettent également une détection et une alerte précoce en cas de départ de feu. La ronde doit être réalisée par une personne physique, les systèmes de visualisation à distance sont considérés comme relevant de la vidéosurveillance.

L'inspection ne propose pas dans un premier temps d'arrêté préfectoral de mise en demeure. La capacité de l'exploitant à se conformer à la réglementation dans les délais attendus (1 mois), conditionnera la nécessité ou non d'une mise en demeure.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra dans un délai d'un mois mettre en place des rondes qui seront organisées selon des consignes précisant : la fréquence et les conditions de réalisation des rondes ; le parcours des rondes et les points d'observation ; la formation du personnel concerné ; le matériel adapté à la détection précoce d'incendie ; les actions à entreprendre pour éviter tout départ de feu ou pour en limiter les conséquences au minimum.

Les consignes et les justificatifs de réalisation des rondes seront transmises à l'inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Présence du plan de défense contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10-1 I.

Thème(s) : Risques accidentels, lutte contre l'incendie dans le secteur des déchets

Prescription contrôlée :

Plan de défense contre l'incendie.

L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci. Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site.

Il comprend au minimum : [...]
<p>Constats :</p> <p><u>Constat inspection du 13 mai 2025</u> <i>« Il est demandé à l'exploitant de prendre les dispositions permettant aux services d'incendie et de secours d'accéder aux installations en périodes non ouvrées telles que la mise à disposition d'un badge comme cela est prévu dans le PDI ou tout autre mesure équivalente qui devra faire l'objet d'une actualisation dans le PDI. Le PDI devra être complété avec un plan recensant l'ensemble des dispositifs de sécurité présents : caméras thermographiques, détecteurs triples infra rouge, alarmes, détecteurs de fumée, baes, désenfumage automatique, Ce plan sera accompagné d'une description de leur fonctionnement opérationnel et de leur attestation de conformité.»</i></p> <p><u>Réponse exploitant du 12 août 2025</u> <i>« Nous vous prions de bien vouloir trouver en pièces jointes la photo du badge qui a été remis dans la boîte pompier située à l'entrée du site (PJ N°4), ainsi que le plan de défense incendie actualisé (PJ N°5) conformément aux ajustements demandés»</i></p> <p>La visite d'inspection a permis de s'assurer de la présence dans la boîte pompier, du plan de défense actualisé (plans réseaux et détection incendie) et comportant les informations nécessaires à faciliter l'intervention des services de secours, ainsi que du badge leur permettant d'accéder aux installations en périodes non ouvrées.</p> <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Le plan A3 des réseaux, présent dans la boîte pompier, s'avère peu lisible, il est demandé à l'exploitant de corriger cela.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Maîtrise des sinistres

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10.1 II
Thème(s) : Risques accidentels, lutte contre l'incendie dans le secteur des déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours. En cas d'incendie, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des personnes et met en œuvre les actions prévues par le plan de défense d'incendie, ainsi que les autres actions prévues par son plan d'opération interne lorsqu'il existe. Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Pour les installations existantes, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1er juillet 2024. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans.</p>

<p>Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une information sur les risques des installations et la conduite à tenir en cas de sinistre. Ils reçoivent une formation à la mise en œuvre des moyens d'intervention s'ils sont susceptibles d'y contribuer. Un plan de prévention prévu à l'article R. 4512-6 du code du travail peut répondre à ces obligations dans la mesure où son contenu répond aux objectifs ci-dessus.</p> <p>Lorsque la présence de matériaux inertes destinés à étouffer un incendie est requise, des personnes en nombre suffisant sont formées à leur transport et à leur utilisation en cas de sinistre, ainsi qu'au port des équipements de protection individuelle éventuellement nécessaires. Le matériel adapté pour réaliser les manœuvres nécessaires est à disposition et facilement accessible en cas de nécessité.</p>
<p>Constats :</p> <p>D'après le rapport transmis par l'exploitant, le dernier exercice incendie a été réalisé le 23/07/2025.</p> <p>Le scénario retenu était : exercice d'évacuation et un départ de feu non maîtrisé en l'absence du responsable de site. Le rapport précise que le site ne dispose pas encore d'une alarme sonore incendie.</p> <p>Le rapport comporte les observations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - points forts : consignes incendies connues par le personnel, évacuation rapide, missions bien réparties par salarié, les visiteurs ont été appelés sur leurs téléphones par l'OPB - points faibles : personne n'a fait le tour du bâtiment maintenance, des WC, vestiaires et bureaux non occupés ; personne n'a pensé à couper les réseaux électriques (salariés habilités) et eaux (vannes) <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : Ilotage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, lutte contre l'incendie dans le secteur des déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II. - Les déchets combustibles ou inflammables sont entreposés dans des îlots.</p> <p>La configuration géométrique de ces îlots est telle que tout point est situé à moins de dix mètres d'une face accessible par les services d'incendie et de secours sur au moins une face.</p> <p>La hauteur maximale d'entreposage est de six mètres.</p> <p>Les îlots sont délimités et séparés par des allées de largeur d'au moins cinq mètres. Cette largeur peut être supprimée en cas d'installation d'un mur coupe-feu de caractéristiques minimales REI 120, d'une hauteur dépassant d'au moins un mètre la hauteur maximale d'entreposage sur toute la longueur de l'îlot.</p> <p>Les îlots en extérieur sont délimités et situés à au moins dix mètres des bâtiments de l'installation. Cette distance peut être supprimée si le bâtiment est équipé d'une toiture qui satisfait la classe BROOF (T3) et si le bâtiment est isolé par une paroi REI 120 dépassant d'au moins un mètre de la toiture et du sommet de l'entreposage extérieur, ou si ces îlots sont équipés d'un système</p>

d'extinction automatique d'incendie déclenchant la mise en œuvre de moyens fixes de refroidissement installés sur les parois externes de l'entrepôt. Le déclenchement automatique n'est pas requis lorsque la quantité maximale susceptible d'être présente dans l'îlot extérieur considéré, est inférieure à dix m³ de déchets combustibles ou à un m³ de déchets inflammables.

Constats :

La visite terrain a consisté à s'assurer du respect des règles d'îlotage : la surface de chaque îlot doit être limitée à 500m² et tout point de cet îlot doit se situer à moins de 10 m d'une face accessible par les services d'incendie et de secours.

Chaque îlot doit être distant d'un autre îlot d'au moins 5m. Il est possible déroger à cette règle si les îlots sont séparés par un mur coupe-feu REI 120 faisant obstacle au feu sur une hauteur d'au moins 1m (« dépassant d'au moins 1 m »).

Les îlots doivent être distants d'au moins 10 mètres des bâtiments de l'installation.

Il est possible de déroger à cette disposition si au choix :

- L'îlot extérieur et le bâtiment sont séparés par un mur REI 120 dépassant au moins d'un mètre et que le bâtiment est équipé d'une toiture BROOF T3 ;
- L'îlot extérieur est équipé d'un système de détection automatique d'incendie déclenchant la mise en œuvre de moyens fixes de refroidissement installés sur les parois externes du bâtiment.

- Le bâtiment transfert, d'une surface totale de stockage d'environ 264 m² est considéré comme un seul îlot. Cependant, il convient de remarquer que les fosses sont séparées par des cloisons en béton d'une hauteur de 1 mètre par rapport au sol.

- Le chapiteau d'une surface intérieure inférieure à 500 m² comporte 5 points de stockage dont 4 répartis à chaque angle du bâtiment et un cinquième (benne refus de 30 m³) en position centrale sur le fond du bâtiment :

- C1 : produits chimiques (pas inflammables)
- C2 : bois 30 m³ + plastique 30 m³
- C3 : Rembourrés 180 m³
- C4 : Matelas 135 m³

- Une zone de stockage extérieure d'environ 400 m² a été aménagée entre le Chapiteau et le bâtiment administratif situé à une distance de 3 mètres environ. Elle est délimitée côté bâtiment administratif et côté Nord par un mur d'une hauteur de 3 mètres environ (comparativement aux bennes) et elle est cloisonnée en 2 parties de surfaces égales : une aire d'entreposage de bois (volume 180 m³) et une zone tri (3 bennes de 30 m³) limitée côté Est par le Chapiteau.

Les îlots extérieurs doivent être distants d'au moins 10 mètres des bâtiments de l'installation. Les règles d'espacement vis à vis du bâtiment administratif et du chapiteau ne sont donc pas respectées.

Les conditions permettant de déroger à cette disposition d'une distance de 10 mètres par rapport aux bâtiments ne sont pas remplies. Le système de détection automatique d'incendie de l'îlot extérieur ne déclenche pas la mise en œuvre de moyens fixes de refroidissement installés sur les parois externes des bâtiments voisins. De plus, la paroi délimitant la zone de stockage n'est pas REI 120 et ne dépasse pas d'au moins un mètre la toiture des bâtiments attenants.

C'est une non-conformité.

L'exploitant doit se mettre en capacité de respecter les règles d'espacement des îlots extérieurs vis-à-vis des bâtiments de l'installation.

Conformément au V de l'article 6 de l'arrêté ministériel du 06/06/2018, l'exploitant a la possibilité de transmettre au préfet une demande d'aménagement dans laquelle il devra justifier :

- de la raison pour laquelle, il ne peut pas respecter cette disposition.
- de la non soumission des bâtiments voisins à un flux thermique supérieur à 5 kW/m² dans le cas d'un incendie généralisé de la zone extérieur remplie au maximum de sa capacité.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Dans le cadre du porter à connaissance, l'exploitant proposera un plan d'action pour l'entreposage des déchets en extérieur dans le respect des règles d'îlotage.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 11 : Traçabilité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 IV

Thème(s) : Risques accidentels, lutte contre l'incendie dans le secteur des déchets

Prescription contrôlée :

[...]

En compléments du registre prévu à l'article R. 541-43 du code de l'environnement, l'exploitant tient la comptabilité des stocks présents sur l'exploitation. « Cette comptabilité des stocks peut être réalisée par différence à partir des bons de pesée établis en entrée et en sortie du site ou par tout autre moyen équivalent défini par l'exploitant. » L'état des déchets stockés est mis à jour au moins de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Pour les déchets dangereux, cet état est mis à jour, au moins de manière quotidienne.

[...]

Constats :

Constat inspection du 13 mai 2025

« L'article 13 de l'arrêté ministériel du 06/06/2018 prévoit que l'état des déchets stockés est mis à jour au moins de manière hebdomadaire et accessible à tout moment (y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation). A ce titre, l'exploitant indique qu'un relevé visuel des différents stocks est effectué quotidiennement, puis renseigné par le responsable de site ou par le conducteur d'engin en cas d'absence sur l'application KIZEO via le téléphone. L'information de l'état des stocks est transmise automatiquement sur différentes adresses mails et est également disponible sur le réseau. »

Cette prescription vise à avoir un état des stocks à jour pour faciliter le travail des services de secours en cas de sinistre. Il doit pouvoir être mis à leur disposition rapidement après leur arrivée sur le site pour qu'ils puissent mettre en place une stratégie d'intervention adaptée.

Le jour de la visite, l'exploitant a présenté à la demande de l'inspection un état des stocks mis à jour le 27/02/2026 à 6h00 avec les volumes présents dans les différentes zones de stockage.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Stockage des batteries

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 6 VI

Thème(s) : Risques accidentels, lutte contre l'incendie dans le secteur des déchets

Prescription contrôlée :

Les batteries sont entreposées dans des conteneurs ou locaux spécifiques, fermés, conçus de manière à empêcher l'entrée d'eau, et munis de rétention. Pour les batteries contenant du lithium, ces conteneurs ou locaux présentent une résistance au feu au moins R60.

Les batteries sont collectées à une fréquence proportionnée au regard du volume et du caractère dangereux des batteries. Dans tous les cas, le stockage des batteries sur le site n'excède pas six mois. Cette disposition peut être adaptée par arrêté préfectoral dans les conditions prévues à l'article R. 181-54 du code de l'environnement, au vu des circonstances locales et en fonction des caractéristiques de l'installation et de la sensibilité du milieu.

Constats :

Il n'y a pas d'activité de stockage de batteries sur le site.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Petits îlots

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article définitions et 2.10

Thème(s) : Risques accidentels, lutte contre l'incendie dans le secteur des déchets

Prescription contrôlée :

Petit îlot : zone susceptible de contenir des déchets combustibles ou inflammables qui remplit les conditions cumulatives suivantes :

<ul style="list-style-type: none"> - le volume de déchets contenu dans la zone est inférieur à dix m3 si elle est située dans un bâtiment ouvert ou fermé, et à 30 m3 sinon ; - les limites en longueur, largeur et hauteur de la zone sont matérialisées en permanence (benne, peinture, piquet, mur...) ; - la zone est séparée des autres zones, bâtiments, îlots, locaux, parking ou tiers par une distance d'au moins cinq mètres ou par un mur coupe-feu de caractéristiques minimales REI 120. <p>Un bâtiment ouvert ou fermé ne peut contenir plus de cinq petits îlots. Chacun de ces petits îlots contient un flux de déchets différent.</p> <p>Une installation ne peut contenir plus de cinq petits îlots pour l'ensemble des entreposages extérieurs.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site dispose au total de 5 bennes en extérieur dont 3 dans la zone tri disposée le long du Chapiteau. Ces bennes sont considérées comme des petits îlots. Le nombre maximum de petits îlots entreposés à l'extérieur est respecté.</p> <p>En ce qui concerne les bennes situées dans la zone de tri, la distance d'au moins cinq mètres par rapport au chapiteau n'est pas respectée. C'est une non-conformité.</p> <p>Comme évoqué au point de constat n°10, l'exploitant doit se mettre en capacité de respecter les règles d'espacement des îlots extérieurs vis-à-vis des bâtiments de l'installation.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 14 : Organisation liée au REX

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2026, article R. 512-69
Thème(s) : Risques accidentels, Gestion du REX
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.</p>

La déclaration mentionnée au premier alinéa et le rapport mentionné au deuxième alinéa sont adressés sous forme dématérialisée d'une téléprocédure. Les informations relatives aux installations mentionnés à l'article R. 517-1, ainsi que les informations susceptibles de porter atteinte aux intérêts mentionnés au I de l'article L. 124-4 et au II de l'article L. 124-5, demeurent transmises sous une forme non dématérialisée permettant d'en assurer la confidentialité.

Constats :

Les installations de tri, transit, regroupement de déchets, sont l'objet de départs de feu, voire d'incendies de grande ampleur récurrents. Une meilleure gestion du REX par les entreprises du secteur, s'avère donc nécessaire afin de réduire le nombre d'événements mais également anticiper et éviter la survenue d'événements plus importants. De plus, les causes profondes des événements recensés ne sont généralement pas identifiées, ce qui témoigne d'une gestion du REX et d'une culture du risque insuffisantes.

Questionné sur les moyens organisationnels et humains mis en œuvre sur son installation pour recenser et analyser les situations dégradées, l'exploitant a indiqué que les situations à risques ainsi que les accidents et les presque accidents sont tracés dans le logiciel SYNERGIE de sécurité. Plusieurs fiches ont été consultées par sondage. Elles renseignent sur la famille de danger lié à l'évènement et elles comportent une description de l'évènement, son éventuel lien avec une entreprise extérieure, ainsi qu'une description de l'action correctrice réalisée. Ces fiches alimentent une base de donnée qui regroupe les informations de l'ensemble des sites du groupe. Les informations mises en commun dans le logiciel sont partagées à l'occasion de causeries. L'accidentologie sur les autres sites est ainsi prise en compte pour prévenir des événements similaires.

Un suivi de la sécurité est affiché, ainsi que les différentes tâches liées à la maintenance et aux tests des équipements de sécurité (essai RIA, accessibilité extincteur, défibrillateur).

Un point sécurité est effectué tous les jours à la prise de poste des employés de manière formelle ou informelle en fonction des événements internes ou externes (autres sites du groupe).

Les clients (principalement PME et industrie) sont sensibilisés aux erreurs de tri notamment par rapport à la problématique des batteries lithium susceptibles d'entraîner des incendies.

La présence de GRV d'eau a été renforcée pour lutter contre les départs d'incendie.

Type de suites proposées : Sans suite